

A

Simplification de la procédure d'instruction des
voeux relatifs à la marche des trains

Circulaire du MTP aux Préfets	30. 1.39
Lettre d'envoi à la SNCF	30. 1.39
Lettre de la SNCF au MTP	14. 4.39

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 805/24

13 avril 1939

Monsieur le Ministre,

Par dépêche C.F.4 N° 133 du 30 janvier dernier, vous avez bien voulu me transmettre la copie d'une circulaire adressée aux Préfets, ayant pour objet de modifier, par suite de la réorganisation des services du Contrôle, la procédure d'instruction des vœux relatifs à la marche des trains.

Il est prévu, dans cette circulaire, que les vœux de cette nature, émanant des Conseils Généraux, des Conseils d'Arrondissements, des Conseils Municipaux, des Chambres de Commerce et d'Agriculture, ainsi que les pétitions collectives ou demandes qui seraient adressées par des groupements divers aux Préfets devront, à l'avenir, être transmis directement, par ces derniers, à la Société Nationale, laquelle devra leur faire connaître, dans un délai de 3 mois, la suite donnée aux vœux et demandes en question.

Je me permets, Monsieur le Ministre, d'appeler votre attention sur le fait que si la nouvelle procédure simplifie notablement la tâche de votre Département, elle n'apporte, par contre, aucun allègement aux Services de la S.N.C.F. chargés d'examiner les vœux, très nombreux, de toute sorte formulés au sujet des horaires.

Or, ainsi que vous le savez, un arrêté ministériel, en date du 4 août 1938 a institué, auprès de la Société Nationale, des Conférences Trimestrielles d'Usagers, destinées à établir, sur le plan local, des rapports suivis entre la S.N.C.F. et sa clientèle en vue d'une étroite collaboration pour l'amélioration du service. De la sorte, se trouve créée une nouvelle procédure d'instruction des desiderata formulés par les Usagers de Chemins de fer, procédure à laquelle il serait tout particulièrement désirable de soumettre systématiquement l'étude des vœux concernant les horaires, lorsqu'il s'agit de questions spécifiquement locales.

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics,
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports,
244, Boulevard Saint-Germain, PARIS.

En conséquence, je vous serais extrêmement reconnaissant de bien vouloir compléter les directives que vous avez données aux Préfets de façon que les vœux et demandes émis au sujet de la marche des trains soient soumis directement à la Juridiction des Conférences Trimestrielles d'Usagers, par la voie des délégués intéressés au sein de ces Conférences.

Bien entendu, les questions d'horaires qui présenteraient un caractère d'ordre général continueraient à être transmises à la S.N.C.F. suivant la procédure actuellement en vigueur.

J'ajoute que les premières Conférences Trimestrielles d'Usagers se réuniront, sauf imprévu, entre le 15 mai et le 15 juin prochains.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND.

Ministère
des
Travaux Publics

C O P I E

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

Paris, le 30 janvier 1939

4ème Bureau

C.F.4 - 133

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer Français

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie
d'une circulaire aux Préfets ayant pour objet de simpli-
fier et de modifier la procédure d'instruction de vœux
relatifs à la marche des trains.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Pour le Ministre et par autorisation,
Le Conseiller d'Etat
Directeur Général des Chemins de fer
et des Transports,

Signé : CLAUDON.

MINISTERE
des
TRAVAUX PUBLICS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

COPIE

4ème Bureau

Paris, le 30 janvier 1939

Procédure d'instruction des
vœux concernant la marche
des trains

LE MINISTRE

C.F. 4 - 133

à Monsieur le PREFET d

Les Circulaires ministérielles des 29 juillet 1907 et 1er mai 1923 ont établi, pour l'instruction des vœux émis par les Conseils Généraux, les Conseils d'arrondissement, les Conseils Municipaux et les Chambres de Commerce, en matière de marche des trains (modifications d'horaires, demandes d'arrêts, etc...) une procédure comportant l'intervention du Service du Contrôle des Chemins de fer.

La réorganisation de ce Service, consécutive à la création de la Société Nationale des Chemins de fer français, doit entraîner une modification de ses attributions : en effet, dans le même temps que ses effectifs de personnel sont réduits pour cause d'économie, le Contrôle doit désormais exercer son activité non seulement sur les Chemins de fer, mais sur les autres modes de transport. Et cette situation nouvelle impose de ramener à leur strict minimum les anciennes attributions de ce Service.

Cette réduction des interventions du Contrôle m'a paru pouvoir porter en premier lieu sur l'examen des vœux concernant les horaires.

Chaque fois, en effet, qu'un vœu de cette nature peut recevoir satisfaction à la suite d'une étude de la Société Nationale des Chemins de fer français, l'intervention du Contrôle Technique et plus généralement de l'Administration des Travaux Publics peut être supprimée. Elle reste au contraire nécessaire lorsque la Société Nationale ne juge pas possible de donner satisfaction aux desiderata exprimés ; dans ce cas, en effet, il appartient au Ministre responsable d'apprécier si le refus opposé aux demandeurs par l'Administration exploitante est conforme à l'intérêt public.

.....

Ce principe étant admis, j'ai décidé de modifier comme suit les règles d'instruction établies par les circulaires des 29 juillet 1907 et 1er mai 1923.

Les vœux, relatifs à la marche des trains, émanant des Conseils Généraux, des Conseils d'arrondissement, des Conseils Municipaux, des Chambres de Commerce et d'Agriculture, ainsi que les pétitions collectives ou demandes qui vous seraient adressées par des Associations ou Syndicats devront, à l'avenir, être transmis directement, par vos soins, à la Société Nationale des Chemins de fer, à qui il appartiendra de vous faire connaître, dans un délai maximum de 3 mois à dater de la réception du vœu, la suite donnée (décision prise ou résultats de l'instruction), sous forme de fiche comportant la reproduction du vœu et la réponse de la Société Nationale.

Lorsque, saisie de cette réponse, l'Assemblée ou la Groupement pétitionnaire estimera devoir maintenir un vœu, vous me transmettez sa délibération ou sa demande aux fins d'examen par les Services de mon Département, sous condition, toutefois, que ce vœu ne se borne pas à reprendre sans justification complémentaire, les arguments écartés par la Société Nationale des Chemins de fer Français.

Comme il est fréquent, d'autre part, que des Assemblées renouvellent systématiquement, à leur plus prochaine session, les vœux qui n'ont pas reçu satisfaction et qu'il en résulte, tant pour mon Administration que pour la vôtre, un surcroît de besogne inutile, - les situations qui motivent le rejet d'un vœu ne se modifiant pas en quelques jours ou en quelques semaines, - vous voudrez bien ne pas me transmettre dorénavant les délibérations qui reprendraient des vœux ayant fait l'objet, de la part de mon Département, d'une réponse négative datant de moins de six mois.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Signé : A. de MONZIE.